

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 05/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CONSTELLATION UTILITES SERVICES

Centre technique Aéroconstellation
rue Franz Joseph Strauss
31700 BLAGNAC

Références : DRI/DRC2022/323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement CONSTELLATION UTILITES SERVICES implanté Centre technique Aéroconstellation rue Franz Joseph Strauss 31700 BLAGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLATION UTILITES SERVICES
- Centre technique Aéroconstellation rue Franz Joseph Strauss 31700 BLAGNAC
- Code AIOT dans GUN : 0006803147
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le centre technique Constellation Utilités Services assure la fourniture d'utilités pour la zone industrielle Aéroconstellation de Blagnac (secteur aéronautique), notamment : eau surchauffée, électricité, air comprimé, eau incendie. Ce centre exploite une grande installation de combustion depuis 2002.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique n°3110 (combustion). L'activité est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 février 2022 et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation (dit AMPG LCP).

Le thème de visite retenu est le suivant :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Périodes OTNOC	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 7	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12	/	Sans objet
Rejets atmosphériques (poussières)	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12	/	Sans objet
Rejets atmosphériques (COVNM, formaldéhyde et métaux)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Sans objet
Conditions de surveillance des rejets atmosphériques (appareils de mesure en continu)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Conditions de surveillance des rejets atmosphériques (transmission autosurveillance)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Energie	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 8	/	Sans objet
Energie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 38	/	Sans objet
Dépôt, entretien, maintenance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 66	/	Sans objet
Conditions spécifiques de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	/	Sans objet
Rejets atmosphériques (SOx)	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12	/	Sans objet
Rejets atmosphériques (mesure par organisme agréé)	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits non conformes en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10

février 2022, et de l'arrêté ministériel du 03/08/18 (AMPG LCP)
- 7 faits sans suite en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 février 2022, et de l'arrêté ministériel du 03/08/18 (AMPG LCP).

Etant donné le fonctionnement saisonnier de l'installation de combustion, les éléments démontrant la conformité réglementaire sont attendus avant la prochaine saison de chauffe (courant octobre 2022).

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Energie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima à une fréquence mensuelle : la consommation de combustible par équipement l'énergie électrique produite la chaleur produite les rendements des installations calculés à partir de ces données [...]
Constats : L'exploitant a fourni des éléments démontrant l'optimisation de l'efficacité énergétique de son installation (données chiffrées pour les saisons 2020/2021 et 2021/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Energie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2) [...]
Constats : L'exploitant a fourni des éléments démontrant l'optimisation de l'efficacité énergétique de son installation (données chiffrées pour les saisons 2020/2021 et 2021/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépôt, entretien, maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 66
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations annuelles de combustibles
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants : [...] consommation annuelle de combustible [...]
Constats : L'exploitant a fourni les données demandées sur la consommation annuelle de combustibles (GN et FOD).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions spécifiques de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de réduction des émissions
Prescription contrôlée : Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette procédure indique notamment la nécessité : <ul style="list-style-type: none">- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ;- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants. L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;- l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.
Constats : Actuellement, un tel dispositif de réduction pour respecter les valeurs limites n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Périodes OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des périodes OTNOC
Prescription contrôlée : [...] Les périodes OTNOC [...] sont : les périodes de démarrage et d'arrêt, visées à l'article 14 de l'AMPG du 03/08/18 LCP les indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions les périodes d'essai, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs L'exploitant établit et tient à jour une note qui explique le fonctionnement normal de ses installations [...] Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient : la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les périodes OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaires une évaluation périodique des émissions globales lors de périodes OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification / estimation des émissions) et la mise en œuvre de mesures correctives si nécessaires [...]
Constats : L'exploitant n'a pas encore élaboré son plan de gestion des périodes OTNOC. A ce jour, l'ensemble des mesures sur les rejets atmosphériques est pris en compte pour établir la valeur d'émission horaire (notamment lors des périodes de démarrage). La configuration actuelle est donc pénalisante pour l'exploitant puisque les mesures en périodes OTNOC ne sont pas écartées pour déterminer la valeur moyenne d'émission horaire. Les résultats des mesures sont malgré tout conformes. Il a été convenu en séance que le plan de gestion sera à transmettre d'ici la prochaine saison de chauffe (octobre 2022), concomitamment avec la mise en œuvre de la procédure QAL3 (Cf point de contrôle relatif au QAL3 de ce rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de poussières
Prescription contrôlée : [...] La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu dans le conduit de la chaudière mixte gaz/FOD n°1 [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cette concentration est bien mesurée en continu. Toutefois, la chaudière en question n'a consommé quasi exclusivement que du gaz naturel jusqu'à aujourd'hui, combustible non susceptible d'émettre des poussières, contrairement au FOD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de Sox
Prescription contrôlée : [...] Les concentrations en SOx sont mesurées semestriellement et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : La mesure sur le paramètre SOx réalisée par l'organisme agréé vaut mesure semestrielle puisqu'elle est réalisée dans la saison de chauffe (saison d'une durée d'environ 6 mois). L'estimation journalière réalisée par l'exploitant est basée sur la précédente valeur obtenue lors de la mesure par l'organisme agréé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de COVNM, formaldéhyde et métaux
Prescription contrôlée : [...] Les concentrations en COVNM, en formaldéhyde et en métaux dans les gaz résiduaire sont mesurées trimestriellement dans les 4 conduits. [...]
Constats : La prescription ne cadre pas aux exigences de l'AMPG LCP du 3/08/18 qui précise que lorsque le combustible consommé est exclusivement d'un gaz naturel, la fréquence de contrôle est annuelle et non trimestrielle (Cf article 28). Par ailleurs, au vu du combustible consommé (gaz naturel) et de la date d'autorisation de l'installation de combustion, les polluants à mesurer sont les COVNM, les métaux ainsi que les HAP, conformément à l'article 13 de l'AMPG LCP. Ainsi, cette prescription sera actualisée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. A ce jour, une mesure annuelle est réalisée sur les COVNM. Aucune analyse des métaux ou des HAP n'est réalisée, analyse pourtant réglementairement imposée (article 28 AMPG LCP : « les concentrations en [...] HAP et métaux dans les gaz résiduaire sont mesurées une fois par an »). L'exploitant devra réaliser cette mesure d'ici à fin d'année 2022 (lors de la prochaine saison de chauffe).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets de COVNM, HAP et métaux
Prescription contrôlée : Les concentrations en COVNM, [...], HAP et métaux dans les gaz résiduaire sont mesurées une fois par an [...]
Constats : A ce jour, une mesure annuelle est réalisée sur les COVNM. Aucune analyse des métaux ou des HAP n'est réalisée, analyse pourtant réglementairement imposée. L'exploitant devra réaliser cette mesure d'ici à fin d'année 2022 (lors de la prochaine saison de chauffe).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure par organisme agréé
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues ci-dessus par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : Un organisme agréé pour la mesure des rejets atmosphériques est bien intervenu courant 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST [...]
Constats : QAL1 : Pour chacun des quatre conduits, une baie d'analyse permet de mesurer en continu les paramètres NOx, CO et O ₂ . Les quatre baies ont le même fournisseur. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un certificat QAL1 pour l'analyseur de poussières (conduit n°1). Ce constat est susceptible de suites. QAL2 / AST : Par ailleurs, la consultation des rapports QAL2 et AST montre qu'il y a eu un changement de baie d'analyse en 2020/2021. L'exploitant a évoqué des difficultés de remplacement de pièces (rareté / cherté). Désormais, les 4 baies d'analyse proviennent du même fournisseur. En salle de contrôle, l'intégration des droites d'étalonnage des rapports QAL2 a pu être vérifiée. Des erreurs de reporting ont ainsi pu être corrigées. Il est conseillé à l'exploitant de redoubler de vigilance pour s'assurer du bon reporting des droites d'étalonnage issues des rapports QAL2 de ses baies d'analyse. QAL3 : L'exploitant n'a pas encore élaboré de procédure QAL3 pour ses appareils de mesure en continu. Il évoque une difficulté de mise en œuvre du fait que ces appareils sont situés en toiture (accès par escaliers). Il souhaite pouvoir mettre en œuvre une réalisation automatique de QAL3 pour éviter les manipulations de bouteilles de gaz étalon. Cette mise en œuvre est envisagée de manière concomitante avec la mise à jour prévue des baies d'analyse pour ajuster les rapports d'autosurveillance avec les recommandations du guide professionnel FEDENE-GIMELEC sur l'acquisition, traitement et reporting des mesures en continu pour les principaux polluants dans l'air. La procédure QAL3 est ainsi attendue avant la prochaine saison de chauffe.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre. Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 35 du présent arrêté. Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées aux articles 15 et 16 du présent arrêté, ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 14 du présent arrêté.
Constats : La consultation des rapports d'autosurveillance (entre octobre 2021 et mai 2022) et du dernier rapport de l'organisme agréé montre la conformité des rejets atmosphériques de l'installation de combustion. Cependant, un point de vigilance pour l'exploitant est à relever, il concerne la valeur de référence pour le calcul d'incertitude. Pour rappel : <ul style="list-style-type: none">• si $V_{\text{mesurée}} > \text{VLE}$ (valeur limite d'émission), la valeur de référence est la VLE du polluant et le pourcentage à y appliquer est fixé à l'article 33 de l'AMPG LCP ;• si $V_{\text{mesurée}} < \text{VLE}$, alors la valeur de référence est la $V_{\text{mesurée}}$ et le pourcentage à y appliquer est fixé à l'article 33 de l'AMPG LCP. A ce jour, l'exploitant prend systématiquement la valeur maximale de l'incertitude, quelle que soit la valeur mesurée (même si elle est inférieure à la VLE). Actuellement, la conformité des rejets n'est pas remise en cause. Toutefois, l'exploitant est invité à appliquer les bonnes corrections aux valeurs mesurées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats d'autosurveillance
Prescription contrôlée : II. - Les résultats des mesures prévues à la section 1 du chapitre VI et aux articles 7 et 31 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.
Constats : A ce jour, l'exploitant ne respecte pas la fréquence trimestrielle de transmission des résultats de ses mesures sur les rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet